

## PLAIDOYER POUR UNE CONTRIBUTION FINANCIERE GENERALISEE (CFG)

Article paru dans la *Revue du MAUSS*, n° 7, 1996

Aux chantres de la "pensée unique" qui veulent démanteler l'Etat-Providence et organiser cette utopie destructrice des hommes et des sociétés qu'est le libéralisme à l'échelle mondiale, il faut aujourd'hui opposer des propositions claires et constructives susceptibles de donner corps à "l'autre politique". Le texte "Chômage : appel au débat", paru dans *Le Monde* du 28 juin 1995, a constitué de ce point de vue une importante contribution autour de trois axes : la réduction du temps de travail, le développement de l'économie solidaire et l'instauration d'un revenu de citoyenneté. En voici une autre qui, s'attelant au difficile problème du financement de la protection sociale, propose une sortie de crise "par le haut", alternative à la ponction fiscale de classes moyennes déjà surtaxées.

La réforme consisterait à créer un Fonds mondial de solidarité (FMS), sorte d'anti-FMI, auquel on assignerait une double mission : venir en aide aux systèmes nationaux de protection sociale en difficulté et encourager la création ou le renforcement de systèmes équivalents dans les pays à Etat-Providence peu ou pas développé. Ce fonds serait financé par une taxe sur le marché des changes sur lequel circulent aujourd'hui, chaque jour, 1000 milliards de \$. En fixant cette Contribution financière généralisée (CFG) à 1% du montant des transactions, on obtiendrait sur une base de prélèvement, disons, de 300 jours, un produit annuel de 3000 milliards de \$ ou, à 5F le \$, 15000 milliards de francs. C'est-à-dire une somme auprès de laquelle le chiffre du déficit cumulé de notre Sécurité sociale (230 milliards de francs) apparaît bien moins vertigineux et angoissant qu'on veut bien le dire : il s'élève à seulement 1,5% du rendement annuel de la taxe ! En d'autres termes, on pourrait, en une seule année de CFG, secourir, encourager ou créer des dispositifs de protection sociale dans plusieurs dizaines de pays dans le monde!

Parons immédiatement, afin d'engager le débat sur cette proposition, à quelques objections. L'évasion des capitaux ? Elle est par définition impossible puisque le prélèvement s'opérant à l'échelle mondiale, on voit mal, à moins d'une satellisation du marché des changes, où pourraient bien "s'évader" les 1000 milliards de \$ par jour. Vers d'autres marchés, par exemple des matières premières, diront certains ? Cela ne serait que tout bénéfique pour la stabilité des monnaies (et donc les trésoreries des Etats et des entreprises) et n'empêcherait en aucune façon d'envisager,

dans l'avenir, de taxer au nom des mêmes objectifs ces "marchés-refuges". Le taux de 1% de la CFG est-il trop élevé ? Si, dans le principe, une ponction de 1F pour 100F échangés n'apparaît pas franchement excessive, on pourrait de toute manière abaisser aisément le taux, vu l'importance des transactions. A 0,5%, le déficit cumulé de notre Sécurité sociale continuerait de représenter une bien faible part du produit total de la taxe : 3%, cela autorise toujours une intervention sociale de grande ampleur en direction des pays du Nord et du Sud.

Reste enfin le problème essentiel, qui est d'ordre politique. Il existe encore aujourd'hui au sein des classes dirigeantes (mais pour combien de temps ?), un certain nombre de personnalités, de droite ou de gauche, qui sont suffisamment courageuses, indépendantes et éclairées pour s'opposer à la pensée unique et convenir qu'il faudra bien, à un moment ou à un autre, mettre la bulle financière au service de l'équilibre des sociétés et de la protection de la personne humaine. Pourquoi n'affirmeraient-elles plus clairement cette position et ne proposeraient-elles pas, par exemple, que la réalisation de la monnaie unique européenne soit soumise, non seulement à la résorption des déficits publics et sociaux nationaux, mais également à l'instauration de la CFG ? Ce serait, en quelque sorte, une façon d'effectuer la correction du Traité de Maastricht promise aux lendemains du référendum...

Pierre Bitoun, sociologue et écrivain (dernier ouvrage paru : *Voyage au pays de la démocratie moribonde* chez Albin Michel).